



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

F DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2015



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	11
Recettes fiscales du budget général	11
Recettes non fiscales du budget général	13
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	15
Opérations des comptes spéciaux	16
Données patrimoniales	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	17
Dette financière de l'Etat	18
Notes méthodologiques	19



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -70,52 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2015 s'élève à -70,52 Md€ contre -91,84 Md€ à fin décembre 2014 à périmètre constant. Cette variation s'explique par la baisse des dépenses

nettes du budget général à hauteur de 9,26 Md€ conjuguée à la hausse des recettes nettes de 10,59 Md€ et à l'amélioration du solde des comptes spéciaux de 1,47 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 301,58 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,72 Md€ dont 2,64 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,65 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 4,33 Md€ dont 1,74 Md€ pour le programme « Soutien de la politique de la Défense » et 1,72 Md€ pour le programme « Equipements des forces » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,20 Md€ dont 1,27 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2015 s'élèvent à 301,58 Md€ contre 310,84 Md€ à fin décembre 2014 à périmètre constant. Cet écart s'explique par les baisses conjuguées des dépenses d'intervention (-3,91 Md€) et d'opérations financières (-3,72 Md€), notamment suite à des opérations exceptionnelles intervenues en 2014 dans le cadre

✓ Mission **Sécurités** : 1,80 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » pour 0,93 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,80 Md€ ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,59 Md€ dont 0,78 Md€ au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » et 0,73 Md€ au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1,58 Md€ dont 0,57 Md€ sur le programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ».

des programmes d'investissement d'avenir. La baisse des dépenses nettes résulte également de la diminution des dépenses de fonctionnement (-1,12 Md€) et des charges de la dette de l'Etat (-1,02 Md€). Les dépenses de personnel augmentent de 0,79 Md€.

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 229,43 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : 16,89 Md€ (notamment dus à l'encaissement du 4^{ème} acompte au 15 décembre) ;

TVA : 11,83 Md€ ;

IR : 2,98 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 2,53 Md€ dont 1,27 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès ;

Dividendes et recettes assimilées : 1,42 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -2,97 Md€ dont -2,58 Md€ au titre de la DGF ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,42 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 280,13 Md€

Elles s'élevaient à 275,98 Md€ à périmètre constant à fin décembre 2014, soit une hausse de 4,15 Md€. Cette variation s'explique notamment par l'augmentation des recettes de TVA (+1,77 Md€), de TICPE (+0,55 Md€), d'autres impôts directs et taxes assimilées (+0,92 Md€ dont 0,60 Md€ de

retenues à la source) et de droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (+2,70 Md€ dont 1,76 Md€ de mutations à titre gratuit par décès). Les recettes nettes d'IS diminuent de 1,78 Md€.

Recettes non fiscales : 14,41 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2015 s'élèvent à 14,41 Md€ contre 13,95 Md€ à fin décembre 2014 à périmètre constant. La variation s'explique notamment par l'augmentation des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite

pour 1,84 Md€ (notamment en raison du recouvrement des amendes prononcées par l'Autorité de la concurrence) compensée une baisse des dividendes et recettes assimilées (-0,84 Md€) et des recettes diverses (-0,49 Md€).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -70,23 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -70,23 Md€ à fin décembre 2015 contre -74,78 Md€ à fin décembre 2014. Cette variation s'explique essentiellement par les baisses, par rapport à 2014, des prélèvements au profit des

collectivités territoriales pour 3,91 Md€ (dont 3,48 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement) et au profit de l'Union européenne pour 0,65 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 1,62 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte spécial « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,99 Md€ et des recettes pour 10,72 Md€ (notamment au titre de la taxe d'habitation et de l'échéance de cotisation foncière des entreprises et d'impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux). Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » affiche des dépenses de 3,70 Md€ correspondant à des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune et des recettes pour 7,02 Md€. Le compte « **Participations financières de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses pour un montant de 1,68

Md€ (essentiellement au titre du désendettement de l'Etat et d'un rétablissement de crédits sur les dépenses du programme d'investissements d'avenir 2014) et des recettes pour un montant de 1,64 Md€ (imputable à une cession de titres Safran et à un abondement du budget général). Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des recettes de 1,11 Md€ imputable essentiellement à un abondement du budget général. Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » enregistre des recettes pour un montant de 1,02 Md€ correspondant pour partie à la compensation de l'Etat au titre des dégrèvements de contribution à l'audiovisuel public.

Au 31 décembre 2015, le solde des comptes spéciaux s'établit à 1,62 Md€ contre 0,16 Md€ en décembre 2014. L'écart s'explique essentiellement par l'amélioration du solde des comptes d'affectation spéciale (+1,13 Md€).

Dette financière de l'Etat au 31 décembre : 1 582,66 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent essentiellement les OAT (émissions nettes de 124,56 Md€).

Les montants des BTAN et des BTF ont diminué respectivement de 53,27 Md€ et -22,61 Md€ depuis le début de l'année.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



	Mois	Cumul à fin décembre		Renvoi Page	
	Décembre	2015	2014 retraité 2014 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	12 247	-70 524	-91 839	-85 555	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	27 548	301 575	310 836	302 883	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	33 685	229 426	218 841	217 172	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	2 977	69 327	69 224	69 224	
- IS *	16 887	33 549	35 328	35 328	
- TVA	11 828	141 786	140 015	138 352	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	6 110	1 624	155	155	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	2 101	100 759			18
Dette financière de l'Etat	-14 779	1 582 664			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	990	990
Dépenses de personnel	10 138	121 569	120 782	120 765
Dépenses de fonctionnement	5 646	51 605	52 721	52 757
Charges de la dette de l'Etat	942	42 136	43 159	43 159
Dépenses d'investissement	2 206	10 852	11 124	11 123
Dépenses d'intervention	9 089	73 618	77 531	69 560
Dépenses d'opérations financières	-472	806	4 529	4 529
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	27 548	301 575	310 836	302 883
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	34 022	280 132	275 981	274 307
Recettes non fiscales	3 384	14 411	13 952	13 949
Prélèvements sur recettes	-4 390	-70 230	-74 781	-74 774
Fonds de concours	669	5 113	3 690	3 690
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	33 685	229 426	218 841	217 172
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	38 075	299 656	293 623	291 946
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	6 136	-72 148	-91 994	-85 710
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-648	1 319	193	193
Solde des comptes de concours financiers	5 873	88	-295	-295
Solde des comptes de commerce	999	248	186	186
Solde des comptes d'opérations monétaires	-122	-1 978	-819	-819
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	6 110	1 624	155	155
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	12 247	-70 524	-91 839	-85 555



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 138	121 569	120 782	120 765
Rémunérations d'activité	5 941	69 569	69 249	69 254
Cotisations et contributions sociales	4 145	51 239	50 772	50 750
Prestations sociales et allocations diverses	52	761	762	762
AUTRES TITRES	17 410	180 006	190 053	182 117
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	988	990	990
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 646	51 605	52 721	52 757
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 299	25 291	26 830	26 833
Subventions pour charges de service public	1 346	26 314	25 890	25 924
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	942	42 136	43 159	43 159
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	942	42 136	43 159	43 159
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 206	10 852	11 124	11 123
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 893	9 041	9 820	9 797
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	312	1 811	1 304	1 326
Titre 6 - Dépenses d'intervention	9 089	73 618	77 531	69 560
Transferts aux ménages	4 390	34 413	34 300	26 558
Transferts aux entreprises	1 979	10 224	13 487	13 280
Transferts aux collectivités territoriales	587	6 292	6 528	6 401
Transferts aux autres collectivités	2 001	22 539	23 077	23 192
Appels en garantie	132	149	138	129
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	-472	806	4 529	4 529
Prêts et avances	272	312	558	558
Dotations en fonds propres	202	761	3 851	3 851
Dépenses de participations financières	-946	-267	119	119
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	27 548	301 575	310 836	302 883



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2015		Cumul à fin décembre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	148	223	3 088	2 949	2 819
Action de la France en Europe et dans le monde	94	160	1 837	1 847	1 738
Diplomatie culturelle et d'influence	10	20	731	730	726
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	29	345	344	356
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	21	13	176	28	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	268	289	2 813	2 789	2 673
Administration territoriale	161	191	1 754	1 752	1 745
Vie politique, culturelle et associative	53	28	309	268	279
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	53	70	750	769	650
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	1 381	1 435	4 091	3 996	3 617
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	1 237	1 266	2 602	2 517	2 074
Forêt	10	13	269	253	298
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	61	73	508	506	512
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	74	83	713	720	733
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	568	328	2 452	2 655	2 753
Aide économique et financière au développement	393	71	789	989	1 014
Solidarité à l'égard des pays en développement	175	257	1 663	1 666	1 739
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	21	539	2 718	2 720	2 873
Liens entre la Nation et son armée	7	12	40	42	43
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	7	520	2 523	2 523	2 733
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	7	7	155	155	96
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	48	56	609	623	617
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	29	35	360	373	370
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	22	208	210	206
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS (3)	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	273	298	2 588	2 601	2 557
Patrimoines	82	96	764	769	725
Création	77	84	723	741	766
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	114	118	1 102	1 092	1 066
DEFENSE	5 961	4 333	42 025	40 983	39 933
Environnement et prospective de la politique de défense	193	81	1 348	1 345	1 226
Préparation et emploi des forces	1 463	791	9 325	8 052	8 589
Soutien de la politique de la défense	1 841	1 738	21 451	21 376	20 461
Equipement des forces	2 465	1 723	9 901	10 210	7 657
Excellence technologique des industries de défense (2)	0	0	0	0	2 000
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	80	134	1 106	1 141	1 244
Coordination du travail gouvernemental	57	83	504	522	495
Protection des droits et libertés	5	7	98	93	89
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	18	44	504	525	534
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (2)	0	0	0	0	126
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	986	1 044	9 100	9 672	11 502
Infrastructures et services de transports	607	621	4 338	4 811	4 997
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	8	21	160	175	186
Météorologie	0	0	196	196	199
Paysages, eau et biodiversité	1	6	241	257	242
Information géographique et cartographique	0	0	93	93	95
Prévention des risques	-132	-120	52	66	226
Energie, climat et après-mines	248	258	739	748	547
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	254	259	3 281	3 328	3 436
Innovation pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	830
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	470
Ville et territoires durables (2)	0	0	0	0	274



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2015		Cumul à fin décembre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	1 658	579	2 940	1 852	3 754
Développement des entreprises et du tourisme	220	236	928	947	988
Plan "France Très haut débit" (1)	1 104	0	1 104	0	0
Statistiques et études économiques	34	38	454	451	459
Stratégie économique et fiscale	301	304	455	454	469
Projets industriels (2)	0	0	0	0	420
Innovation (2)	0	0	0	0	852
Economie numérique (2)	0	0	0	0	565
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT (3)	1 051	1 081	12 810	12 803	12 897
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	202	295	1 590	1 591	1 468
Aide à l'accès au logement	654	657	10 754	10 754	10 915
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	195	129	465	458	514
Politique de la ville (4)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires (3)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	2 843	1 232	45 694	42 725	47 095
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	942	942	42 136	42 136	43 159
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	128	128	146	146	120
Epargne	0	2	254	254	385
Majoration de rentes	159	160	160	160	169
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque (1)	1 614	0	2 999	30	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 519	5 715	66 374	66 395	65 111
Enseignement scolaire public du premier degré	1 646	1 651	19 875	19 875	19 387
Enseignement scolaire public du second degré	2 630	2 641	30 913	30 913	30 544
Vie de l'élève	289	378	4 763	4 811	4 458
Enseignement privé du premier et du second degrés	554	566	7 166	7 166	7 112
Soutien de la politique de l'éducation nationale	281	323	2 300	2 273	2 117
Internats de la réussite (2)	0	0	0	0	138
Enseignement technique agricole	120	157	1 357	1 358	1 355
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	893	1 022	11 033	11 112	11 265
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	697	727	8 138	8 150	8 288
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat (2)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières (3)	64	125	988	1 051	1 047
Facilitation et sécurisation des échanges	107	121	1 572	1 573	1 577
Entretien des bâtiments de l'Etat	17	26	134	144	157
Fonction publique	8	24	203	193	197
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	99	135	670	678	719
Immigration et asile	87	116	611	618	670
Intégration et accès à la nationalité française	12	19	60	60	49
JUSTICE	1 591	812	8 271	7 850	7 671
Justice judiciaire	297	288	2 847	3 089	3 053
Administration pénitentiaire	1 164	381	3 993	3 322	3 182
Protection judiciaire de la jeunesse	67	83	780	775	758
Accès au droit et à la justice	19	22	339	339	382
Conduite et pilotage de la politique de la justice	44	38	309	320	293
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	4	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	86	172	690	697	790
Presse	47	50	239	249	256
Livre et industries culturelles	20	69	262	259	251
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	18	52	190	190	283
Action audiovisuelle extérieure (2)	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2015		Cumul à fin décembre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	132	138	1 940	1 992	2 044
Emploi outre-mer	73	88	1 361	1 373	1 377
Conditions de vie outre-mer	59	50	580	620	667
POLITIQUE DES TERRITOIRES	78	52	583	699	745
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	63	24	161	249	259
Interventions territoriales de l'Etat	-1	13	13	40	55
Politique de la ville (4)	15	15	409	409	431
POUVOIRS PUBLICS	0	0	988	988	990
Présidence de la République	0	0	100	100	102
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	595	1 582	25 805	26 006	30 556
Formations supérieures et recherche universitaire	102	199	12 637	12 744	12 743
Vie étudiante	57	238	2 548	2 556	2 449
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	-11	571	6 198	6 223	5 974
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources (2)	0	0	0	0	0
Recherche spatiale	66	204	1 345	1 354	1 346
Ecosystèmes d'excellence (2)	0	0	0	0	3 987
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	306	303	1 559	1 589	1 608
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (2)	0	0	0	0	1 009
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	45	32	899	923	952
Recherche duale (civile et militaire)	5	5	184	184	61
Recherche culturelle et culture scientifique	0	3	112	112	111
Enseignement supérieur et recherche agricoles	25	27	324	321	317
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	104	179	6 452	6 452	6 506
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	104	108	4 089	4 089	4 129
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	71	853	853	820
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	0	1 510	1 510	1 557
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	384	353	2 983	2 748	2 812
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements (3)	340	313	2 685	2 452	2 295
Concours financiers aux départements (2)	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions (2)	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	44	40	298	296	517
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	7 387	7 616	102 964	103 185	96 131
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 961	7 190	91 288	91 509	84 629
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	426	426	11 676	11 676	11 502
SANTE	175	214	1 276	1 252	1 265
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	31	69	502	478	496
Protection maladie	144	144	774	774	768
SECURITES	1 515	1 795	18 554	18 313	18 132
Police nationale	837	928	9 709	9 703	9 503
Gendarmerie nationale	634	801	8 162	8 147	8 078
Sécurité et éducation routières	6	15	41	40	125
Sécurité civile	38	52	641	424	426



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2015		Cumul à fin décembre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	1 744	2 196	16 250	16 275	16 056
Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire (3)	412	796	2 834	2 847	2 997
Actions en faveur des familles vulnérables (2)	0	0	0	0	0
Handicap et dépendance	1 259	1 274	11 910	11 912	11 532
Egalité entre les femmes et les hommes	1	3	23	23	24
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	72	123	1 482	1 493	1 503
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	7	21	495	504	535
Sport	4	8	230	239	242
Jeunesse et vie associative	4	14	265	265	209
Projets innovants en faveur de la jeunesse (2)	0	0	0	0	84
TRAVAIL ET EMPLOI	1 395	1 593	12 786	12 105	11 305
Accès et retour à l'emploi	1 041	782	9 090	8 480	7 313
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	294	725	2 826	2 813	3 066
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	11	138	71	60
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	58	74	732	740	740
Formation et mutations économiques (2)	0	0	0	0	126
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	36 991	35 164	410 149	404 759	406 966
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	29 603	27 548	307 185	301 575	310 836

(1) programme crée en 2015

(2) programme supprimé en 2015

(3) changement de libellé en 2015

(4) programme ayant changé de mission en 2015



	Mois	Cumul à fin décembre			
		Décembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	3 187	75 897	75 389	75 389	
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	-879	2 945	2 791	2 780	
Impôt sur les sociétés (C)	18 132	60 892	58 436	58 436	
Impôt sur les sociétés	17 878	59 749	57 304	57 304	
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	255	1 143	1 133	1 133	
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	907	14 484	13 569	13 569	
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	194	940	660	660	
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	116	3 800	3 485	3 485	
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	61	91	91	
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	7	3	3	
Impôt de solidarité sur la fortune	79	5 224	5 198	5 198	
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	33	34	34	
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	127	74	74	
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	
Cotisation minimale de taxe professionnelle	1	21	121	121	
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	18	19	19	
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	32	35	35	
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	73	77	77	
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	
Taxe sur les surfaces commerciales	0	190	7	7	
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	3	10	7	7	
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1	
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	-2	32	81	81	
Recettes diverses	504	3 915	3 676	3 676	
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 350	13 774	13 225	13 225	
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 407	193 518	189 595	187 931	
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 534	21 806	19 107	19 107	
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	81	463	418	418	
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	10	145	147	147	
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0	
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	8	9	9	
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	258	1 656	1 462	1 462	



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	1 265	10 630	8 870	8 870
Contribution de sécurité immobilière	61	593	549	549
Autres conventions et actes civils	57	469	499	499
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	45	394	359	359
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	37	158	119	119
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	19	241	175	175
Timbre unique	15	198	219	219
Taxe sur les véhicules de société	0	150	150	150
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	113	784	323	323
Autres droits et recettes accessoires	0	4	5	5
Amendes et confiscations	3	45	48	48
Taxe générale sur les activités polluantes	51	277	344	344
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	30	29	29
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	11	169	170	170
Autres droits et recettes à différents titres	31	33	6	6
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	49	49	49
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	52	51	51
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	25	27	27
Taxe de l'aviation civile	5	69	76	76
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	31	30	30
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	230	2 085	2 077	2 077
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	27	691	689	689
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	43	446	452	452
Prélèvement sur les paris sportifs	29	226	186	186
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	3	55	61	61
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	7	7
Taxe sur les transactions financières	83	917	771	771
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	9	11	8	8
Autres taxes	35	119	143	143
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	41 638	383 317	372 111	370 437
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	34 022	280 132	275 981	274 307



	Mois		Cumul à fin décembre	
	Décembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	1 423	5 434	6 275	6 275
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	661	1 963	1 876	1 876
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	80	469	332	332
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	682	3 002	4 067	4 067
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	418	1 759	1 908	1 905
Revenus du domaine public non militaire	142	323	206	206
Autres revenus du domaine public	2	87	204	204
Revenus du domaine privé	5	52	47	47
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	96	187	291	291
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	147	1 015	1 080	1 078
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	25	82	66	66
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	13	14	14
Produits de la vente de biens et services (C)	176	1 144	1 081	1 081
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	125	540	502	502
Autres frais d'assiette et de recouvrement	46	532	494	494
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	-1	50	57	57
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	6	13	13
Autres recettes diverses	5	15	15	15
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	108	474	439	439
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	33	211	161	161
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	6	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	19	36	39	39
Intérêts des autres prêts et avances	26	60	59	59
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	14	115	139	139
Autres avances remboursables sous conditions	0	3	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	13	14	14
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	8	31	24	24



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	703	2 933	1 091	1 091
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	411	411	415	415
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	150	1 617	113	113
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	112	48	48
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	3	8	14	14
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	134	761	477	477
Frais de poursuite	4	12	11	11
Frais de justice et d'instance	1	10	10	10
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	3	3
Divers (F)	556	2 668	3 158	3 158
Reversements de Natixis	60	60	60	60
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	725	725
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	805	733	733
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	17	294	130	130
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	17	210	180	180
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	10	9	9
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	48	82	82
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	8	9	9
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	9	10	10
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	6	5	5
Récupération d'indus	3	28	49	49
Recouvrements après admission en non-valeur	18	140	171	171
Divers versements de l'Union européenne	0	20	23	23
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	25	20	20
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	18	20	20
Recettes diverses en provenance de l'étranger	12	12	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	3	3	3
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	12	235	220	220
Produits divers	332	484	347	347
Autres produits divers	76	253	357	357
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	3 384	14 411	13 952	13 949



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 966	-50 528	-54 434	-54 426
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 582	-36 645	-40 125	-40 117
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-6	-17	-21	-21
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-76	-20	-20
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-107	-5 615	-5 911	-5 911
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-90	-1 894	-1 789	-1 789
Dotation élu local	0	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-36	-39	-39
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-9	-500	-501	-501
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	-326	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-4	-3	-3
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-3	-3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-81	-3 324	-3 325	-3 325
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-25	-650	-736	-736
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (2)	0	0	-505	-505
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-7	-193	-292	-292
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	-1	-1
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-83	-83	-83
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	-22	-22
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires (1)	0	-7	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	-52	-425	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 424	-19 702	-20 347	-20 347
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 390	-70 230	-74 781	-74 774
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	634	4 803	3 422	3 422
Fonds de concours - coopération internationale	35	310	267	267
TOTAL FONDS DE CONCOURS	669	5 113	3 690	3 690

(1) ligne créée en 2015

(2) ligne supprimée en 2015



unité : million d'€.

	Mois de décembre		Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	7 899	7 251	64 543	67 466	65 862	67 659	1 319	193
Aides à l'acquisition de véhicules propres	22	20	226	194	302	335	76	141
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	535	42	1 286	1 333	1 329	1 316	43	-17
Développement agricole et rural	8	2	131	132	137	117	6	-15
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	48	31	404	251	375	376	-29	126
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	95	1	1 497	785	1 501	678	4	-107
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	179	33	498	576	622	533	124	-43
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	16	16	16	16	16	16	0	0
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	501	309	399	309	-102
Participations financières de l'Etat	1 676	1 635	3 419	7 286	3 450	6 868	30	-418
Pensions	5 319	5 471	56 534	56 279	57 313	56 913	779	634
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	533	114	509	109	-24	-5
Comptes de concours financiers	13 035	18 908	108 570	118 528	108 658	118 233	88	-295
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3 697	7 022	7 042	7 022	7 129	7 007	86	-16
Avances à l'audiovisuel public	306	1 015	3 667	3 551	3 667	3 552	0	1
Avances aux collectivités territoriales	8 993	10 718	97 055	93 649	97 129	94 487	74	838
Avances aux organismes de sécurité sociale (1)	0	0	0	12 632	0	12 592	0	-40
Prêts à des Etats étrangers	40	145	692	556	652	580	-40	24
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	7	114	1 117	82	15	-32	-1 102
Comptes de commerce	287	1 286	47 031	49 142	47 279	49 328	248	186
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	96	22	610	692	664	725	54	32
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	14	156	160	152	159	-4	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	52	52	1 266	2 079	1 266	2 079	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	82	83	653	644	669	634	16	-10
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	35	1 109	44 280	45 502	44 424	45 635	145	134
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	4	3	9	8	6	6
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	3	41	40	66	67	24	27
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	4	21	21	28	21	7	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	1	0	0	0	-1
Comptes d'opérations monétaires	360	238	4 989	3 273	3 011	2 454	-1 978	-819
Emission des monnaies métalliques	31	31	157	168	236	235	79	67
Opérations avec le Fonds Monétaire International	197	189	4 676	3 090	2 729	2 200	-1 947	-890
Pertes et bénéfices de change	132	18	156	15	46	19	-110	4
TOTAL COMPTES SPECIAUX	21 581	27 684	225 134	238 410	224 811	237 675	-323	-735
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	21 384	27 495	220 458	235 319	222 082	235 475	1 624	155

(1) mission supprimée en 2015



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2015
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	602	-82	520
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	-2	0
	Divers organismes à caractère financier	218	62	280
	Total organismes à caractère financier	833	-22	811
	CEPL			
	Régions	926	736	1 662
	Départements	4 624	202	4 826
	Communes	18 472	2 885	21 357
	HLM	360	-37	323
	Autres	19 448	1 266	20 714
	Total CEPL	43 831	5 051	48 882
	Hôpitaux	4 287	154	4 440
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 959	174	10 132
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 868	292	4 160
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 660	126	2 786
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	763	99	862
	Total établissements publics nationaux	17 251	690	17 941
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 788	-293	10 495
Communautés européennes	1 906	690	2 596	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	46	-4	42	
GIP	577	37	615	
EPL	1 931	205	2 136	
Autres correspondants	12 163	620	12 783	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	38	-38	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 756	820	15 575	
Total Dépôts de fonds du Trésor	93 651	7 090	100 741	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	353	-335	18
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	40	-40	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	394	-376	18
Total Passif (A)		94 045	6 714	100 759
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		94 045	6 714	100 759



	Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2015
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 527 562	48 677	1 576 239
Titres négociables à moyen et long terme	1 352 277	71 289	1 423 566
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 196 543	124 558	1 321 101
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 019 548	119 661	1 139 209
- <i>taux variable</i>	157 169	6 289	163 458
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	155 734	-53 269	102 465
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	143 437	-49 375	94 062
- <i>taux variable</i>	11 720	-3 711	8 009
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	175 285	-22 612	152 673
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	175 285	-22 612	152 673
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	4 758	1 666	6 424
TOTAL (A+B+C)	1 532 320	50 344	1 582 664



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2014 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2014 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2015.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.